

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Prestations de nettoyage de la collection de tapis Louis XIV du Mobilier national

Marché n°2025-MAPA-01

SOMMAIRE

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 1 | IDENTIFICATION ET PRÉSENTATION DES PARTIES | 4 |
| 1.1 | Identification du pouvoir adjudicateur | 4 |
| 1.2 | Présentation de l'établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales | 4 |
| 1.3 | Définition..... | 4 |
| 1.4 | Interlocuteurs de l'acheteur | 4 |
| 1.5 | Interlocuteurs du Titulaire..... | 4 |
| 2 | OBJET ET FORME DU MARCHÉ..... | 5 |
| 2.1 | Objet du marché | 5 |
| 2.2 | Allotissement | 5 |
| 2.3 | Forme et procédure..... | 5 |
| 2.4 | Durée du marché..... | 5 |
| 2.5 | Délais d'exécution..... | 5 |
| 2.6 | Lieux d'exécution | 5 |
| 3 | PIÈCES CONTRACTUELLES | 6 |
| 4 | MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS | 6 |
| 4.1 | Changement dans la situation du Titulaire | 6 |
| 4.2 | Modification du marché en cours d'exécution (clauses de réexamen)..... | 7 |
| 4.3 | Modifications financières pour circonstances imprévisibles | 7 |
| 4.4 | Dispositions applicables en cas de sous-traitance..... | 8 |
| 5 | OBLIGATIONS DES PARTIES..... | 9 |
| 5.1 | Obligations de l'acheteur | 9 |
| 5.2 | Obligations du Titulaire..... | 9 |
| 5.2.1 | OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION..... | 9 |
| 5.2.2 | GARANTIE DE COMPETENCES..... | 9 |
| 5.2.3 | REMPLACEMENT DES INTERVENANTS..... | 9 |
| 5.2.4 | TENUE ET COMPORTEMENT DU PERSONNEL DU TITULAIRE..... | 10 |
| 5.2.5 | RESPONSABILITE DU TITULAIRE | 10 |
| 6 | MODALITÉS DE VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS | 10 |
| 6.1 | Admission | 10 |
| 6.2 | Ajournement | 10 |
| 6.3 | Réfaction | 10 |
| 6.4 | Rejet | 11 |
| 7 | PÉNALITÉS..... | 11 |
| 7.1 | Modalités d'application des pénalités | 11 |
| 7.2 | Pénalités | 11 |
| 8 | PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES..... | 12 |
| 8.1 | Forme et contenu des prix | 12 |
| 8.2 | Variation des prix | 12 |
| 8.3 | Présentation des factures et des demandes de paiement..... | 12 |
| 8.3.1 | MODE DE REGLEMENT | 12 |
| 8.3.2 | FACTURES..... | 12 |
| 8.3.3 | MODALITES DE REGLEMENT..... | 13 |
| 8.3.4 | T.V.A. | 14 |
| 8.3.5 | PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS | 14 |
| 8.4 | Clause de financement et de sûreté..... | 14 |
| 8.4.1 | AVANCE | 14 |
| 8.4.2 | RETENUE DE GARANTIE | 14 |
| 8.4.3 | CESSION OU NANTISSEMENT..... | 15 |
| 9 | ASSURANCES | 15 |
| 10 | ACTIONS DE COMMUNICATION – OBLIGATION DE RESERVE..... | 15 |
| 11 | RÉSILIATION | 16 |

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 11.1 | Généralités | 16 |
| 11.2 | Résiliation pour faute | 16 |
| 12 | PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES | 16 |
| 13 | RÈGLEMENT AMIABLE ET PROCÉDURE EN CAS DE LITIGE | 17 |
| 14 | DÉROGATIONS AU CCAG-FCS | 17 |

1 IDENTIFICATION ET PRÉSENTATION DES PARTIES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay, désigné « l’établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales » ou « l’acheteur ».

1.2 Présentation de l’établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales

Au 1er janvier 2025 a été créé un nouvel établissement public réunissant le Mobilier national et la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, rattaché au ministère de la Culture. À la fois soutien et acteur de l’écosystème des arts décoratifs et du design français, il rassemble plus de 600 agents qui œuvrent au quotidien à entretenir des collections d’exception, à pratiquer des savoir-faire d’excellence et à mettre en valeur la richesse de ce patrimoine.

Unique au monde, ce pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d’art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d’art. Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l’écosystème fragile des métiers d’art ; la valorisation des cultures matérielles et du geste ; le rayonnement national et international de ses savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d’histoire, il est notamment constitué de : 2 musées (le musée national de la céramique de Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché de Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture de céramique de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay ; l’atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l’ameublement. Il rayonne sur toute la France à travers 8 sites à : Paris, Sèvres, Beauvais, Alençon, Limoges, Aubusson, Le Puy-en-Velay, Lodève.

1.3 Définition

Il est entendu par « Titulaire » l’entreprise attributaire du marché, pour son propre compte ou en tant que mandataire d’un groupement d’entreprises.

1.4 Interlocuteurs de l’acheteur

Les interlocuteurs de l’acheteur chargés du suivi de l’exécution du marché sont la cheffe de l’atelier de restauration de tapis ou son adjointe.

1.5 Interlocuteurs du Titulaire

Le Titulaire désigne dans son Cadre de réponse technique (CRT) la personne référente du marché, chargée de la coordination de l’ensemble des prestations et du suivi général de l’exécution du marché.

En prévision d’un empêchement de ce représentant, le Titulaire indique les noms et coordonnées professionnelles d’un représentant remplaçant.

Ces interlocuteurs sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire sur leur périmètre respectif.

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations de nettoyage de la collection de tapis Louis XIV du Mobilier national.

Les spécifications techniques sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe.

Le marché porte sur des prestations de services.

2.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti puisque l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.3 Forme et procédure

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché ordinaire, selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 2° du code de la commande publique.

Le marché appartient à la catégorie de services spécifiques suivante : 92521210-4 Services de conservation des objets exposés.

Il est inférieur à 90 000€ HT.

2.4 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.

Le marché public n'est pas reconductible.

2.5 Délais d'exécution

Le délai d'exécution plafond pour la réalisation de l'ensemble des prestations est de 12 mois à compter de la notification du marché.

2.6 Lieux d'exécution

Les prestations sont réalisées sur le site du Mobilier national, à l'adresse suivante : 1 rue Berbier du Mets, 75013 Paris.

3 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'Acte d'Engagement (AE)**, et ses annexes :
 - Annexe 1 : La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** ;
 - Annexe 2 : Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs (DC4) (le cas échéant) ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** et son annexe n°1 « Liste des tapis » ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le **Cadre de Réponse Technique (CRT)**, remis par le Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra pour l'obligation en cause. Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à leur offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre l'acheteur.

Seul l'exemplaire du marché détenu par l'acheteur fait foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du présent marché comprend une copie de l'acte d'engagement (et de ses annexes).

4 MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Changement dans la situation du Titulaire

Le Titulaire informe sans délai l'acheteur de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.

Par ailleurs, le Titulaire communique immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il se présente ;

- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À sa nationalité ;
- À son domicile ou à son siège social ;
- Au montant de son capital social ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- À ses coordonnées bancaires.

Le Titulaire fait parvenir à l'acheteur, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification. Cette modification est prise en compte par l'acheteur dans un délai de trente jours calendaires.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le Titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE faisant apparaître la fusion / absorption de la société correspondante ;
- Les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- La liste nominative salariés étrangers employés conformément à l'article D. 8254-2 du Code du travail ;
- L'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise et non par son courtier ;
- Le document de candidature identique à celui fourni dans le dossier de la consultation des entreprises lors de la mise en concurrence.

La cession du marché acceptée par l'acheteur fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

4.2 Modification du marché en cours d'exécution (clauses de réexamen)

L'article 25 du CCAG-FCS s'applique.

4.3 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le marché pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le Titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le Titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le Titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le Titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le Titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

4.4 Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

Les obligations particulières des parties sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe.

5.1 Obligations de l'acheteur

L'acheteur mettra à disposition du Titulaire tout document et information nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

5.2 Obligations du Titulaire

5.2.1 Obligation de conseil et d'information

De manière générale, le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement l'acheteur sur les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts de l'acheteur.

Ce devoir de conseil doit être formalisé et fondé sur la production d'un écrit qui détaille les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

5.2.2 Garantie de compétences

Le Titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants éventuels, chargés de la réalisation des prestations prévues au présent marché, disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du CCTP et de son annexe.

5.2.3 Remplacement des intervenants

L'acheteur se réserve le droit d'exiger à tout moment et sans indemnité l'éviction provisoire ou définitive de toute personne participant à l'exécution des prestations pour défaut de probité, ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations (exemple : comportements inappropriés).

Cette mesure est de portée générale et définitive. Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le Titulaire déclare faire son affaire, des litiges avec ses salariés ou sous-traitants qui trouveraient leur source dans une décision d'éviction.

5.2.4 Tenue et comportement du personnel du Titulaire

Le personnel du Titulaire doit faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des patrimoines immobilier et mobilier de l'acheteur.

L'usage des matériels et des équipements des locaux de l'acheteur lui est interdit, sauf autorisation expresse de l'acheteur et hors espace de stockage mis à disposition par l'acheteur. Les utilisations frauduleuses feront l'objet d'un chiffrage, dont le montant est déduit de la facturation du Titulaire.

5.2.5 Responsabilité du Titulaire

En ce qui concerne ses responsabilités en matière de dommages éventuels, le Titulaire est pécuniairement responsable vis-à-vis des tiers, des actes de son personnel, notamment au regard des dommages causés aux personnes ou aux choses. Cette responsabilité pourra être mise en jeu par l'administration dans toutes les circonstances où seront survenus des dommages aux personnes ou aux choses du fait du Titulaire.

6 MODALITÉS DE VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 Admission

Si la prestation est conforme aux stipulations du marché, le fait que le représentant de l'acheteur procède au service fait partiel ou total après réalisation partielle ou complète de la prestation vaudra décision d'admission.

6.2 Ajournement

Si la prestation ne peut être admise que moyennant certaines mises au point, l'acheteur peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point dans le délai indiqué par ce dernier, par dérogation au délai de 15 jours indiqué à l'article 30.1 du CCAG-FCS, à compter de la notification par courriel de la décision d'ajournement. Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans le délai précisé par l'acheteur. En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter. Le silence de l'acheteur au-delà du délai indiqué au Titulaire dans la décision initiale d'ajournement vaut décision de rejet des prestations.

6.3 Réfaction

Si la prestation, bien que pas entièrement conforme aux stipulations du marché, peut néanmoins être admise par l'acheteur, celui-ci fera état de sa « décision de réfaction » au sens de les admettre avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision lui sera notifiée par courriel donnant date certaine qu'après que le Titulaire a été mis à même de présenter ses observations, conformément aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

6.4 Rejet

Conformément à l'article 30.4.1. du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. En complément de cet article, la décision de rejet ne sera prise qu'après que le Titulaire ait été mis à même de présenter ses observations, dans un délai de 7 jours à compter de la notification au Titulaire de l'intention de l'acheteur de rejeter les prestations.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

7 PÉNALITÉS

7.1 Modalités d'application des pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment, la possibilité de refuser la prestation réalisée par le Titulaire, et d'en prescrire la réfection totale ou partielle aux frais du Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent sur simple constatation du manquement par l'acheteur et sans mise en demeure préalable. Leur montant sera retenu sur les sommes dues à l'entreprise.

À titre exceptionnel, les pénalités peuvent également être recouvrées par émission d'un titre de recette.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

L'article 14.1.2 du CCAG-FCS n'est pas appliqué.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 250 € pour l'ensemble du marché.

7.2 Pénalités

Le manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu aux pénalités suivantes :

- En cas d'absences répétées (au minimum 2) et non motivées aux réunions auxquelles le Titulaire est dûment convié par l'acheteur, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire égale à 25€ par absence constatée ;
- En cas de non remise répétée (au minimum 3) d'un rapport d'intervention, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 25€ par manquement constaté.

8 PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

8.1 Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix forfaitaires. Les prix du marché sont détaillés au moyen de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), en annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix sont réputés complets, ils comprennent notamment l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, toutes taxes éventuelles, tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, les frais de déplacement pour les réunions, les frais de gestion, ainsi que les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique.

8.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale par le Titulaire.

Les prix des prestations ne font pas l'objet de variation de prix, ils sont fermes et définitifs.

8.3 Présentation des factures et des demandes de paiement

8.3.1 Mode de règlement

Le mode de règlement imposé par l'acheteur est le virement administratif.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, selon la réglementation en vigueur, sur présentation des justificatifs de prestations fournis par le Titulaire et validés par le l'acheteur, à terme échu après approbation des relevés d'activités correspondants.

8.3.2 Factures

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait partiel ou total par l'acheteur. Il est précisé que :

- le service fait partiel peut être établi indépendamment de la remise du rapport d'intervention ;
- le service fait total est conditionné au rendu du rapport final.

Les factures doivent être libellées à :

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay

1 rue Berbier du Mets

75013 Paris

Les factures, à en-tête de l'entreprise émettrice, doivent indiquer, outre la date et le numéro d'identification :

- La référence précise du marché : marché n°2025-MAPA-01 ;
- La date de notification du marché ;
- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro d'inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire, tel qu'il est précisé dans le cadre du marché ;
- Le détail des prestations ;
- Les prix hors TVA, le montant de TVA et son taux, les prix TTC, si le Titulaire est assujéti à la TVA ou le montant net si le Titulaire n'y est pas assujéti.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 7.2 du présent CCAP.

Le Comptable assignataire de l'acheteur se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

8.3.3 Modalités de règlement

Les factures sont envoyées via le portail Chorus Pro.

Le code SIRET de l'acheteur est le suivant : 939 106 274 00011.

Délais de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt en vigueur de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) majoré de huit (8) points.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant de l'acheteur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

8.3.4 T.V.A.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

8.3.5 Paiement des sous-traitants

L'acte spécial de sous-traitance indique les sommes qui seront réglées aux sous-traitants.

NB : Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'annexe n°2 à l'Acte d'engagement devra également indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au Titulaire et à ses sous-traitants éventuels, ayant droit au paiement direct.

Les modalités et la procédure de paiement direct sont définies aux articles R. 2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

8.4 Clause de financement et de sûreté

8.4.1 Avance

Une avance peut être accordée au Titulaire sauf refus de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant 30% pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le Titulaire constitue une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R2191-36 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

8.4.2 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée dans le cadre de ce marché.

8.4.3 Cession ou nantissement

Sur demande expresse du Titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'Acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

9 ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est en possession d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

Les garanties dont le Titulaire bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

Le Titulaire transmet l'attestation d'assurance correspondante précisant les types, montant et durée de validité des garanties concernées.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

10 ACTIONS DE COMMUNICATION – OBLIGATION DE RESERVE

Le Titulaire doit faire preuve de discrétion et de réserve quant aux missions qui lui sont confiées et pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de l'exécution des prestations.

La diffusion de photographies n'est pas autorisée sans accord préalable d'un représentant de l'acheteur.

Il est précisé que le Titulaire ne peut organiser aucune action de communication interne, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations à l'acheteur sans l'avoir saisi par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication et obtenu son accord.

L'acheteur se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité que l'acheteur est seul à même d'évaluer.

11 RÉSILIATION

11.1 Généralités

L'acheteur a la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement, sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités :

- soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS,
- soit pour événements liés aux marchés dans les conditions mentionnées à l'article 40 du CCAG-FCS,
- soit pour faute du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 41 du CCAG-FCS et des cas complémentaires indiqués ci-dessous,
- soit pour motif d'intérêt général dans les conditions mentionnées à l'article 42 du CCAG-FCS.

L'acheteur peut être amené à faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

11.2 Résiliation pour faute

En complément des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS et sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, l'acheteur peut résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du Titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

- Si le Titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Si le Titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- En cas de retard significatif ;
- En cas de non-respect répété des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels.

La résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure préalable, adressée par courrier recommandé avec avis d'admission et restée infructueuse après un délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa réception par le Titulaire.

12 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'acheteur et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par l'acheteur, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de l'acheteur dont les coordonnées seront transmises à la notification du marché.

Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à l'acheteur à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, l'acheteur et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

13 RÈGLEMENT AMIABLE ET PROCÉDURE EN CAS DE LITIGE

L'acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché.

L'article 46 du CCAG-FCS s'applique.

Tout litige né de l'exécution du présent marché et à défaut d'accord amiable, relève du droit français et de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Paris :

7 rue de Jouy
75181 PARIS (France) Cedex 04

14 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

| Article du CCAP | Article du CCAG-FCS |
|-----------------|-----------------------------------|
| Article 3 | Article 4.2.1 |
| Article 6.2 | Article 30.1 |
| Article 7.1 | Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 |

***** Fin du document *****